



L'économie après les années 1970 :
à la recherche d'un nouveau modèle de
croissance

1. Des années 1970 aux années 1990 : un renouvellement des idéologies économiques

1.1. Stagflation et échec des politiques keynésiennes.

Crise de 1973 => Hausse des prix et ralentissement de la croissance économique

Stagflation = combinaison d'une inflation forte et d'une croissance économique faible (s'accompagnant d'une montée du chômage).

Remet en cause la courbe de Phillips (affirmant qu'une forte inflation doit s'accompagner d'un faible chômage).

Cependant, **on continue à appliquer les « recettes » keynésiennes dans les années 1970** : politiques de relance budgétaire.

Illustrations : - En France, relance Chirac en 1975, puis relance Mauroy en 1981.

- Même chose aux États-Unis sous Ford puis Carter, ou encore au Royaume-Uni (relance des travaillistes de 1976 à 1979).

Problème : toutes ces relances échouent... Pourquoi ?

1.2. Comment expliquer l'échec des politiques keynésiennes ?

On a interprété initialement la crise des années 1970 comme un problème conjoncturel : donc analyse keynésienne devrait fonctionner.

Mais en réalité, les problèmes sont avant tout de nature structurelle :

- **Chute du taux de profit des entreprises dès la fin des années 1960**, accentuée par les **chocs pétroliers des années 1970**.
- **Mise en place d'une boucle salaire-prix** : entretien l'inflation et empêche la restauration des profits des entreprises.

Lié notamment à l'indexation des salaires sur l'inflation dans les années 1970 en France.

- **Un épuisement des gains de productivité dès les années 1960** : remet en cause la croissance fordiste, fin du cycle d'innovations.

A relier à la montée en puissance du secteur des services, où les gains de productivité sont plus faibles.

- **Une augmentation de l'incertitude et de l'instabilité économique mondiale avec la fin du système de Bretton-Woods** (accords de la Jamaïque en 1976).

On peut ajouter un **contexte beaucoup plus défavorable aux politiques de relance keynésienne** :

=> Une **contrainte extérieure beaucoup plus forte** : les économies sont beaucoup plus ouvertes à partir des années 1970.

Cela **vient affaiblir l'effet multiplicateur keynésien**.

Illustration : - la concurrence nouvelle du Japon.

- La relance française de 1981 qui profite en fait largement à l'Allemagne et au Japon.

=> **Endettement plus fort des États qui limite leur marge de manœuvre** : ils ont moins la possibilité de supporter le coût des politiques de relance.

Illustration : après la relance de 1981, le déficit budgétaire explose, la dette française passe de 20 % du PIB en 1980 à plus de 30 % en 1984¹.

1.3. Le triomphe du néolibéralisme à partir des années 1980

L'échec des politiques keynésiennes va donner du crédit aux théories économiques concurrentes :

=> Le monétarisme avec Milton Friedman

=> Les nouveaux classiques

Toutes ces théories sont des ***théories néolibérales*** :

=> Ces économistes pensent que le marché concurrentiel est autorégulateur et qu'il conduit à un optimum social.

=> Inversement, les politiques publique ne font que perturber le fonctionnement des marchés.

=> En conséquence, il faut limiter au maximum l'intervention de l'État et laisser le marché fonctionner librement en concurrence.

Présentons rapidement ces deux courants de pensée :

Le monétarisme de Milton Friedman

- **Revoir la fiche notion** sur le libéralisme donnée en début d'année.
- **Friedman** (Prix Nobel 1976) est le fondateur de **l'école de Chicago**, qui va former toute une génération d'économistes libéraux et néoclassiques (dont Gary Becker).

Illustration : les « Chicago boys » chiliens des années 1970

- En matière de politiques économiques, **Friedman pense que** :

=> La **politique budgétaire est inefficace**, car les agents lissent leur consommation sur l'ensemble de leur cycle de vie (théorie du revenu permanent).

Dès lors, une relance économique ponctuelle n'aura qu'un effet faible sur la consommation et donc l'activité économique : agents épargnent en grande partie le supplément de revenu que leur procure la relance.

=> Il faut alors **se focaliser sur la politique monétaire, mais essentiellement pour maîtriser l'inflation** : il redécouvre la **théorie quantitative de la monnaie**.

Recommandation : faire croître la masse monétaire au même rythme que la croissance économique.

Les nouveaux classiques

Chefs de file : **Robert Lucas** (prix Nobel 1995), **Thomas Sargent** (prix Nobel 2011), **Robert Barro**

Ces auteurs vont remettre en cause l'analyse keynésienne en **affirmant que les agents ont des anticipations rationnelles**.

Anticipations rationnelles : les agents sont capables d'exploiter de manière optimale toute l'information disponible ; donc ils ne font **aucune erreur systématique dans leurs anticipations**.

Conséquence pour la politique économique : les agents anticipent parfaitement les effets de ces politiques ; ils modifient alors leur comportement, ce qui annule ou réduit les effets des politiques conjoncturelles.

Illustration : le théorème Barro-Ricardo (1974)

=> Les agents anticipent que financer par emprunt une relance budgétaire revient à augmenter plus tard les impôts : ils se mettent immédiatement à davantage épargner (en prévision de la hausse future d'impôt) ; cela annule les effets de la relance (pas de hausse de la consommation).

Les conséquences de la pensée néolibérale sur le rôle de l'État

On entre bien sûr dans une **phase de recul de l'intervention étatique et de libéralisation / déréglementation des marchés.**

=> **Diminution de l'impôt** : on retrouve ici la pensée d'Arthur **Laffer** « Trop d'impôt tue l'impôt »

Illustration : Reagan abaisse le taux de l'impôt sur le revenu de la tranche la plus élevée de 70 % à 50 % en 1982, puis à 28 % en 1986.

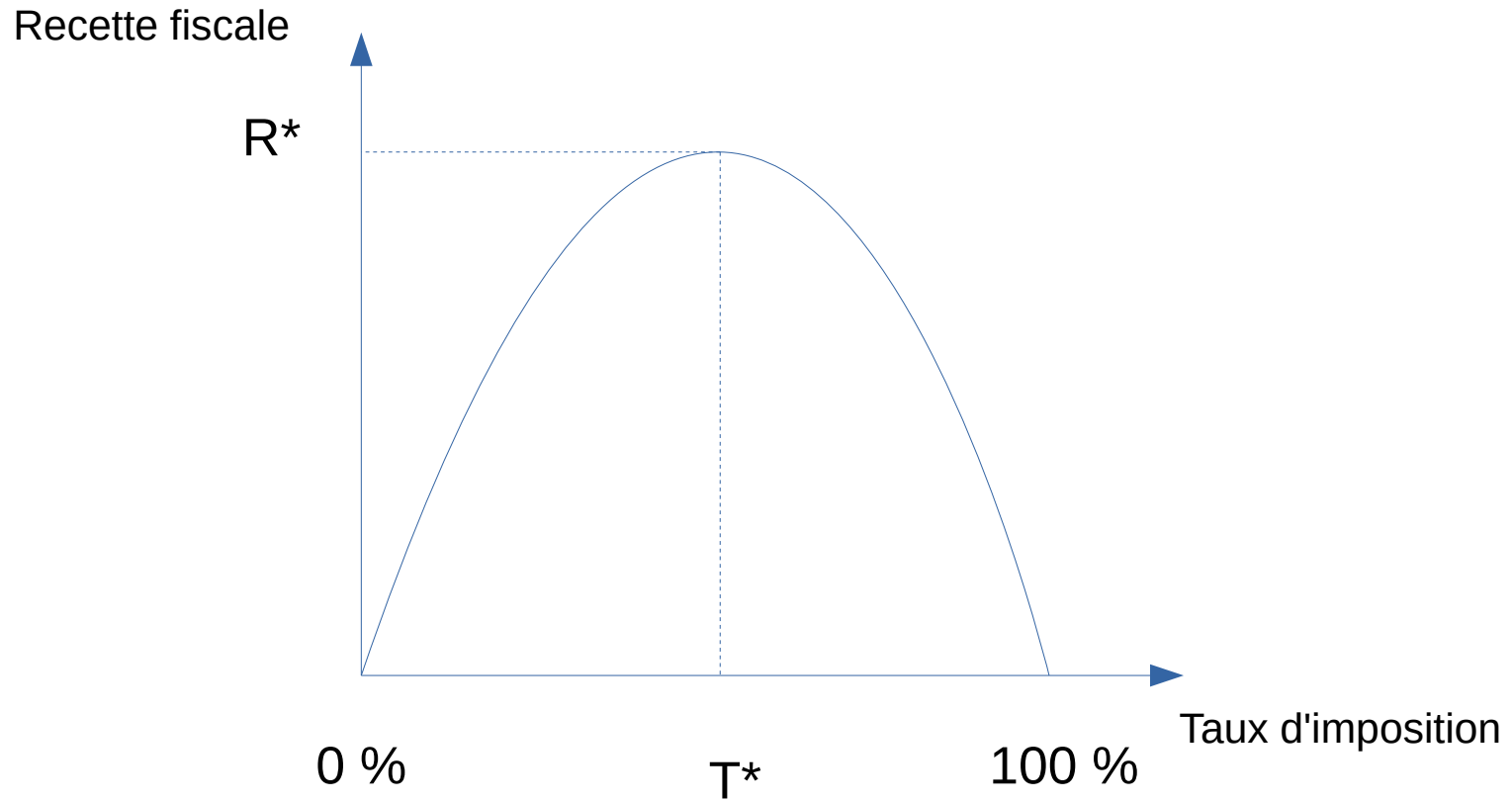
=> **Recul de l'État-providence** : une volonté de limiter les dépenses de l'État et de laisser plus de place aux marchés.

Illustration : la privatisation du système de retraite au Chili en 1981 par les *Chicago boys* ; M. Thatcher qui facilite les procédures de licenciement ; baisse des allocations chômage et dégressivité introduite en France en 1984.

=> **Privatisation et dérégulation des marchés** :

Illustration : marchés financiers ; déréglementation du transport aérien par Reagan en 1981 ; fin des subventions à certains secteurs (mines au Royaume-Uni => grandes grèves de 1984).

La courbe de Laffer



Une transformation des politiques économiques

- **L'inflation devient un objectif clef** par rapport à la croissance et au chômage :

Conséquence : on mène des politiques de lutte contre l'inflation qui sont des **politiques de rigueur, à la fois monétaire et budgétaire.**

- Les **politiques de l'offre remplacent les politiques de la demande** :

On mène des **politiques structurelles**, dont le but est d'améliorer la compétitivité et les profits des entreprises.

Théorème de Schmidt (1974) : « Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain » (très ≠ Keynes)

Comment procède-t-on ?

=> **Lien avec la lutte contre l'inflation : désinflation compétitive** dans une économie mondialisée.

=> **Réduire les coûts des entreprises** : désindexation des salaires sur les prix (en France en 1983), réduction des impôts sur les bénéfices, assouplissement du droit du travail...

Un bilan économique rapide de ce tournant libéral des années 1980

On se centre ici surtout sur les **États-Unis** et le **Royaume-Uni** où le tournant néolibéral a été le plus fort :

- Un **succès du point de vue de la croissance et du chômage** (même si il faut attendre plutôt 1985 au RU pour que la politique de M. Thatcher fasse effet)
- **Succès aussi pour la maîtrise de l'inflation** (par ex. l'inflation est à 12 % aux États-Unis en 1981 et tombe à 2 % en 1988)
- Mais une **forte progression des inégalités**, liée au recul de l'impôt progressif et de l'État-providence

Illustration possible : *Poll tax* (impôt par capitation) mis en place par M. Thatcher en 1989 (supprimé en 1991) et qui contribuera à sa chute (en 1990).

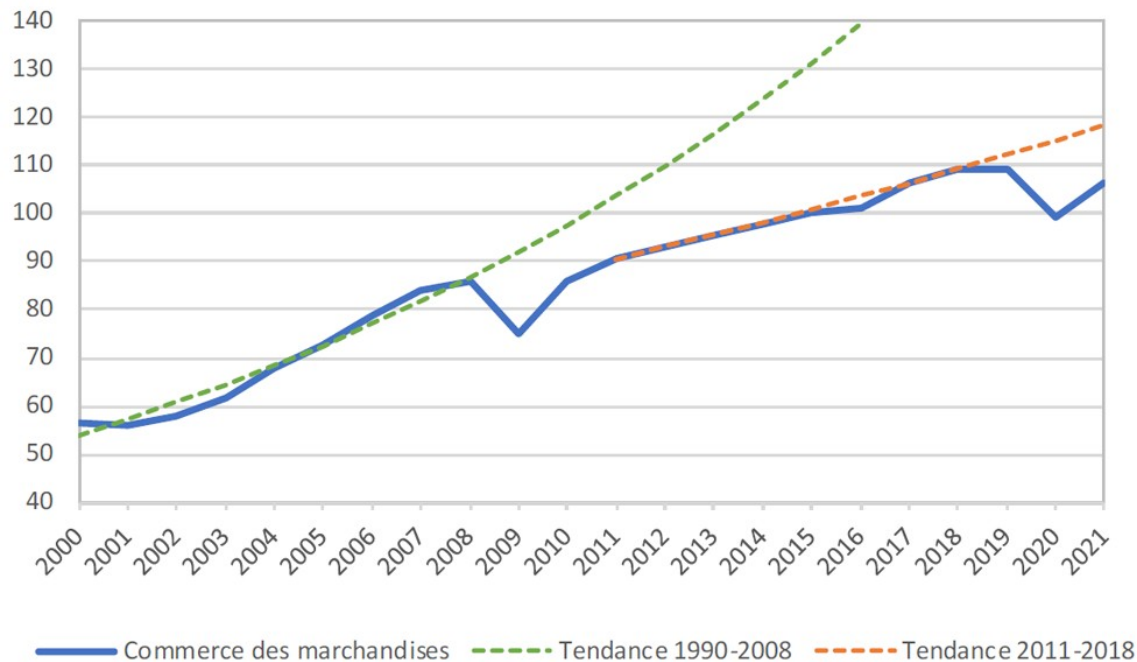
- **Aux États-Unis, une explosion de la dette publique** liée à la baisse des impôts + hausse des dépenses militaires.

Un paradoxe : ici, c'est en fait un effet keynésien qui a permis de restaurer la croissance des États-Unis (alors que Reagan croyait plutôt à un effet type courbe de Laffer).

2. Les défis contemporains de la croissance économique

2.1. Une économie mondialisée

Evolution du commerce mondial de marchandises (en volume ; base 100 en



Nous étudierons la mondialisation et les théories du commerce international l'année prochaine.

Nous pouvons ici soulever **les grandes questions que soulèvent cette mondialisation** :

=> **Quels sont les gagnants et les perdants de cette mondialisation ?** A la fois entre les pays mais aussi au sein des pays.

=> **Une globalisation aussi financière** : quelles conséquences de la multiplication des flux financiers ? Opportunités (financement de l'investissement) mais aussi danger (crises financières)

Nécessaire étude du rôle des marchés financiers

=> De manière plus générale, **la mondialisation est-elle un facteur de stabilité ou bien d'instabilité économique ?**

2.2. L'avènement de l'immatériel

Dès 1975, **Daniel Bell** (sociologue ; *The Coming of Post-Industrial Society*, 1973) prévoit le triomphe d'une société post-industrielle, où le savoir et l'information occuperont la place centrale

=> On parle d'une « **Knowledge based economy** »

Produire des connaissances devient plus important que produire des biens et services :

=> **Rôle clef de l'innovation** (recherche), mais aussi de la **formation professionnelle** ou encore de la **publicité** pour produire les actifs immatériels.

=> **Triomphe de l'immatériel** : savoirs, connaissances, logos, algorithmes, maîtrise de l'information (*Big data* aujourd'hui...)

=> Importance des **brevets**, pour protéger les actifs immatériels.

Propriétés des actifs immatériels

La règle des « 4S » :

=> **Scalability** (« extensibilité ») : on peut utiliser un actif immatériel dans de multiples lieux et à de multiples reprises sans perte. Ex. : algorithme.

=> **Sunkness** (« irrécupérabilité ») : difficile de céder ou récupérer un actif immatériel. Ex. : invention d'un algorithme plus performant rend l'ancien inutile ; comment valoriser la recette d'un burger Mc Donald et que vaut-elle ?

=> **Synergies** : un actif immatériel génère plus de valeur si on le combine à d'autres actifs immatériels ou à du capital humain. Ex. : l'algorithme de Google et Gmail / Android.

=> **Spillovers** (« effets de débordement ») : un actif immatériel est facilement imité ou détourné ; donc l'investissement dans un actif immatériel ne génère pas un plein rendement. Ex. : la multiplication des réseaux sociaux.

Les conséquences de l'économie immatérielle

=> Pousse les entreprises à **se recentrer sur leur cœur de métier et à délocaliser ou externaliser la partie matérielle de la production**. Cf. Apple ou Uber (qui revend ses branches taxis volants et conduite autonome).

Immatériel génère désormais le plus de valeur ajoutée.

=> En se recentrant sur l'immatériel, **cela accroît les risques** (cf. *irrécupérabilité*) : principe du « **Winner take all** » => le leader élimine tous les autres. Cf. La course au vaccin pour le Covid.

=> Une **intense création destructrice (Schumpeter)** : diffusion rapide de l'innovation (effets de débordement) ; il faut en profiter tout de suite, grossir très vite (cf. *start up*) ou être éliminé.

=> Les **NTIC rendent plus difficile la protection des actifs immatériels** : fuite de connaissances, piratage, diffusion gratuite difficile à contrôler. Ex. : production artistique.

=> Les risques précédents + effet synergie peut aussi paradoxalement **pousser les entreprises à constituer des alliances** (cf. développement de l'USB ou du Wi-fi)

Bilan : l'immatériel est un vecteur de la croissance économique moderne, mais génère aussi des effets déstabilisateurs.

2.3. Des interrogations sur les limites de la croissance économique.

- **1^{ère} interrogation** : le **développement durable** et plus particulièrement la limite écologique de la croissance économique.

C'est un point que l'on étudiera en détails à la fin de la deuxième année.

2^{ème} interrogation : la crainte d'une « stagnation séculaire » (**Robert Gordon**, 2016) i.e. une croissance faible ou nulle pour les décennies à venir.

Robert Gordon identifie « 6 vents contraires » qui sont pour lui des problèmes structurels qui vont affaiblir le potentiel de croissance des États-Unis (et d'autres pays développés) :

- **Faiblesse de la démographie**
- **Stagnation (ou hausse très lente) du niveau d'éducation**
- **Dettes publiques** : hausse des prélèvements ou baisse des dépenses à venir qui va déprimer la demande.
- **Mondialisation** : concurrence internationale exerce une pression à la baisse sur les salaires dans pays développés ; problème : rigidités à la baisse de ces salaires, d'où délocalisation.
- **Contrainte écologique** : cf. diapo précédente
- **Hausse des inégalités** : analyse notamment de **Piketty**.

